

Les évolutions du commerce extérieur de services de la France : une analyse par secteurs et par pays

Laurent CLIGNY et Benoît USCIATI
Direction des Études microéconomiques et structurelles
Service d'Étude sur la Compétitivité et les Échanges extérieurs

Le solde français des échanges de services (hors voyages, transports, négoce international, assurances hors primes, réassurances et services des administrations publiques) laisse apparaître une tendance baissière sur la période 1999-2008, avec une réduction de 4,7 milliards d'euros entre 2000 et 2007, suivie d'un sursaut en 2008. Ceci est imputable au ralentissement progressif de la croissance des exportations. Celle-ci est de 5,1 % en moyenne sur l'ensemble de la période, mais passe de 7,7 % entre 1999 et 2002, à 4,3 % entre 2002 et 2005, puis à 3,3 % entre 2005 et 2008. Ainsi, le commerce extérieur français de services n'a pas pleinement bénéficié du dynamisme très important des échanges mondiaux de services constaté sur la période, malgré une bonne tenue du nombre total d'exportateurs.

La croissance des exportations de services de la France est assurée par un nombre de plus en plus réduit de secteurs qui sont cependant, pour l'essentiel, producteurs de services relativement plus sophistiqués. Ainsi, l'ensemble formé par les services de communication, d'assurances (primes uniquement), les services financiers et informatiques, les redevances et licences et les services d'études et de recherche représente 70 % de la croissance des exportations totales entre 2000 et 2002, 80 % entre 2003 et 2005 et 90 % entre 2006 et 2008.

La contribution des principaux partenaires européens de la France à la croissance de ses exportations de services est en diminution depuis 1999. Par ailleurs, l'épisode 2003-2006 mis à part, les États-Unis demeurent un contributeur important. Enfin, la progression des contributions des pays pétroliers et de l'Afrique (hors pays africains exportateurs d'hydrocarbures) est particulièrement marquante. Ces deux groupes de pays contribuent ainsi à plus de 50 % de la croissance des exportations de services de la France sur la période 2006-2008. Ceci est à mettre en lien avec la forte contribution des services de construction à la croissance des exportations totales sur cette même période et peut être interprété comme une bonne capacité du secteur du bâtiment et des travaux publics (BTP) à tirer parti du recyclage des revenus des matières premières.

Mots-clés : Commerce extérieur français, services, compétitivité

Code JEL : F114

Si le poids du secteur des services dans l'économie française est très important, son poids dans les échanges extérieurs français l'est beaucoup moins. Les services représentent en France en 2008 environ 80 % de la valeur ajoutée et des effectifs salariés, mais seulement 13 % des exportations totales et 12 % des importations totales.

Ceci est en grande partie le reflet de la sous-représentation des services dans le commerce mondial, elle-même à relier à plusieurs phénomènes. Premièrement, un certain nombre de services sont peu, voire ne sont pas du tout (services à la personne par exemple) échangeables¹. Au-delà de cela, il est probable que l'échange international de services nécessite un degré de proximité culturelle et institutionnelle plus fort que pour l'échange de biens. Deuxièmement, le commerce des services pâtit d'un degré de libéralisation multilatérale nettement moindre comparé à celui des marchandises. L'Accord général sur le commerce des services (GATS — *General Agreement on Trade in Services*) de 1994 prévoit que les États membres de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) libéralisent progressivement le commerce des services. Les négociations officielles ont débuté en 2000 et concernent potentiellement un très large éventail de secteurs (160 catégories). Elles se poursuivent toujours dans le cadre du cycle de Doha. Troisièmement, le commerce des services demeure assez mal mesuré. Le GATS définit quatre modes d'échange international de services. Le mode 1, la fourniture transfrontalière renvoie au cas de figure où le service se déplace d'un pays à l'autre ; le mode 2 désigne la consommation à l'étranger, c'est-à-dire lorsque c'est l'importateur qui passe la frontière ; le mode 3, la présence commerciale, considère les situations où c'est cette fois l'exportateur qui passe la frontière ; le mode 4, enfin, la présence de personnes physiques, concerne les déplacements de l'exportateur hors de ses frontières mais pour une durée limitée. Les modes 1 et 2 sont les mieux mesurés grâce aux statistiques de balance des paiements ; le mode 3 est mesuré depuis moins longtemps pour les pays de l'OCDE, par le biais des FATS (*Foreign Affiliates Trade Statistics*). Il n'y a en revanche aucune harmonisation pour le mode 4. Il n'est ainsi possible d'avoir une estimation complète des échanges de services que pour quatre pays : les États-Unis, le Japon, la France et l'Allemagne. Pour ces quatre pays, le mode dominant au début

des années 2000 est le mode 3 (ventes des filiales à l'étranger). Sa part est d'environ 80 % pour les États-Unis et le Japon, 72 % pour la France et 66 % pour l'Allemagne. Viennent ensuite, selon les pays, les modes 1 et 2².

La part des services dans le commerce mondial n'a guère évolué depuis plus de 40 ans (elle est proche de 20 % des échanges totaux), mais la structure des échanges de services a connu des changements importants. Ainsi la part du tourisme et des transports ne cesse de baisser au profit de celle des services relativement plus sophistiqués (services financiers, d'assurance, informatiques, services d'études etc.). Il est par là même intéressant de voir comment se positionne la France dans ce contexte. Par ailleurs, l'étude des échanges extérieurs et de la compétitivité constitue toujours un test révélateur quant à l'état de santé du secteur privé de l'économie. Enfin, comme de récents travaux sur données individuelles tendent à le montrer, les échanges de services nourrissent des complémentarités avec les échanges de biens, certains services pouvant être associés ou incorporés aux biens exportés (voir l'encadré ci-après sur les enseignements des travaux sur données individuelles).

Cet article utilise pour une très large part une base de données³ détaillée sur les échanges de services fournie par la direction générale des Statistiques de la Banque de France. Il vise à dégager des enseignements en matière de compétitivité des firmes et exclut de ce fait les postes des voyages, des transports, du négoce international, des assurances (hors primes), de la réassurance et des services des administrations publiques.

Au sein du commerce mondial de services, la France voit sa position se dégrader continûment depuis 1990 (voir 1]). On observe, depuis 1999, un ralentissement progressif de ses exportations totales (voir 2]). Du point de vue sectoriel, il apparaît que la croissance des exportations de services de la France est assurée par un nombre de plus en plus réduit de catégories de services (voir 3]). Du point de vue géographique, la contribution des principaux partenaires européens de la France à la croissance de ses exportations de services s'est effondrée (voir 4]). Par ailleurs, en fin de période (2006-2008), cette croissance a été tirée par les États-Unis, les pays pétroliers et l'Afrique — hors pays africains exportateurs d'hydrocarbures — (voir 4]).

1 Une enquête d'Eurostat de 2005 menée auprès d'entreprises européennes de services indique ainsi que le premier obstacle à l'exportation de services est pour les firmes le fait que l'exportation n'est pas une option envisageable.

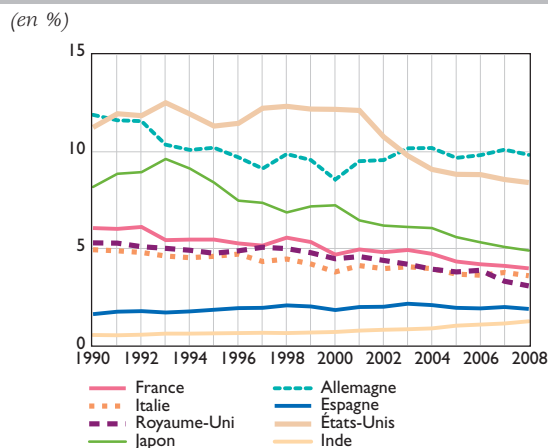
2 Source : CEPII (2006), *L'économie mondiale en 2007*, Éditions La Découverte.

3 Il s'agit de données de balance des paiements de sorte que notre étude ne couvre que le mode 1 d'exportation de services.

I| Au sein du commerce mondial de services, la France voit sa position se dégrader continûment depuis 1990

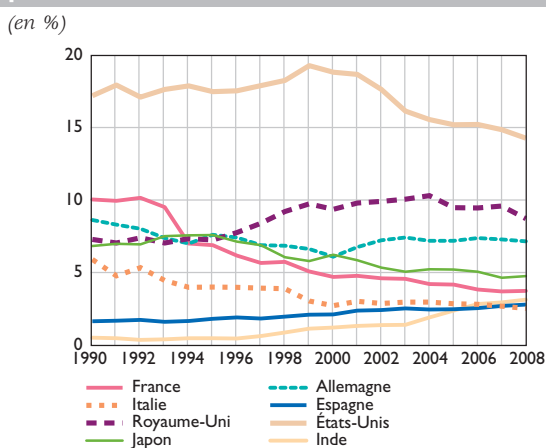
Le commerce international de services est dominé par les États-Unis, le Royaume-Uni et l'Allemagne (cf. graphique 1). La part de marché (PDM) mondiale des États-Unis est très élevée (14,4 % en 2008) mais en diminution depuis le début des années 2000. La PDM du Royaume-Uni est de 8,8 % en 2008 ; globalement stable sur la période 2000-2007, elle a enregistré un recul assez net en 2008 à la suite de la crise financière, le Royaume-Uni étant fortement spécialisé dans les services (notamment financiers). La PDM de l'Allemagne a gagné 1,1 point depuis 2000, à 7,2 % en 2008. Par ailleurs la spécialisation indienne croissante en matière de services est très nette sur la période récente. La PDM mondiale de l'Inde est passée de 1,4 % en 2003 à 3,2 % en 2008, et excède désormais celle de pays industrialisés comme l'Italie ou l'Espagne. En revanche, la France perd des parts de marché sur la période

Graphique 2 Biens :
part de marché mondial



considérée, et ce de manière continue : sa PDM mondiale hors voyages est passée de 10 % en 1990, à 4,8 % en 2000, puis à 3,8 % en 2008. On note que le rythme de la dégradation a ralenti depuis 2000, contrairement à la situation prévalant sur le marché des biens, où les pertes de PDM ont accéléré à partir de 2000 (cf. graphique 2).

Graphique 1 Services hors voyages :
part de marché mondial



2| Depuis 1999, on observe un ralentissement progressif des exportations françaises totales

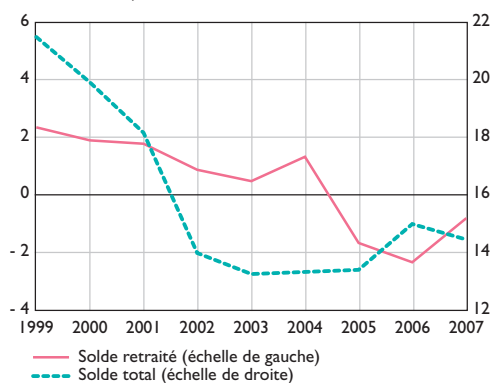
Comme cela est fréquemment fait lorsqu'il s'agit d'étudier la compétitivité du secteur privé, nous excluons de l'analyse les voyages, les transports⁴, le négoce international, les services des administrations publiques (APU), les flux d'assurances hors primes⁵ et la réassurance. Le solde des échanges de services après retraitements laisse apparaître une tendance baissière sur la période, avec une dégradation de 4,7 milliards entre 2000 et 2007, suivie d'un sursaut en 2008

4 On sait en effet que les flux du poste « transports » contiennent, en partie, la correction CAF-FAB et dépendent par voie de conséquence, à l'instar du poste « négoce international », du dynamisme du commerce international.

5 Nous suivons la méthodologie indiquée par la direction de la Balance des paiements de la Banque de France et considérons que seuls 25 % des flux de services d'assurances correspondent à des primes.

Graphique 3 Soldes des services retraité (a) et total

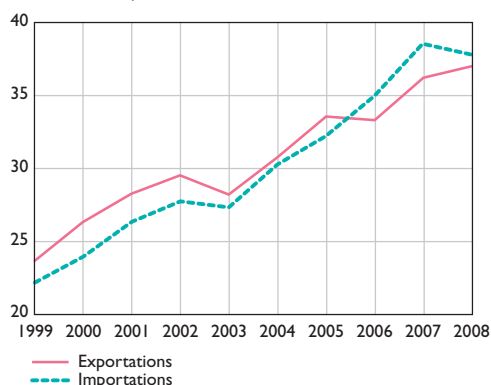
(en milliards d'euros)



(a) Hors voyages, transports, négoce international, assurances hors primes, réassurance et services des administrations publiques
Sources : Banque de France, calculs des auteurs

Graphique 4 Échanges de services retraités (a)

(en milliards d'euros)



(a) Hors voyages, transports, négoce international, assurances hors primes, réassurance et services des administrations publiques
Sources : Banque de France, calculs des auteurs

(+ 1,5 milliard, en lien avec un important recul des importations) (cf. graphiques 3 et 4).

La diminution du solde s'explique par un écart croissant entre le rythme de croissance des exportations et celui des importations. Le rythme de progression des exportations est ainsi de 5,1 % en moyenne sur l'ensemble de la période, mais passe de 7,7 % entre 1999 et 2002, à 4,3 % entre 2002 et 2005, puis à 3,3 % entre 2005 et 2008 (cf. tableau 1) ; en parallèle, le taux de croissance des importations s'infléchit également en début de période, passant de 7,7 % entre 1999 et 2002 à 5,1 % entre 2002 et 2005, mais réaccélère ensuite légèrement, à 5,5 % entre 2005 et 2008.

À titre de comparaison, on précisera que le commerce mondial de services ⁶ a crû, en moyenne, de 6,6 % entre 1999 et 2002, de 18,2 % entre 2002 et 2005 et de 16,6 % entre 2005 et 2008. Le commerce extérieur français de services n'a ainsi que très peu bénéficié du dynamisme considérable des échanges mondiaux de services constaté sur la période ⁷, malgré une bonne tenue du nombre total d'exportateurs de services (voir encadré ci-après). Par la suite, nous étudions le fléchissement observé dans la croissance des exportations de services de la France, dans ses origines sectorielles et géographiques.

Tableau 1 Taux de croissance annuelle moyen des échanges annuels de services

(en %)

	Exportations	Importations
1999-2008	5,1	6,1
1999-2002	7,7	7,7
2002-2005	4,3	5,1
2005-2008	3,3	5,5

Source : Banque de France, calculs des auteurs

⁶ Entendu ici comme les exportations mondiales de services hors voyages, transports, négoce international, réassurances et services des APU. Les calculs sont faits à partir de la base CEPIL-CHELEM.

⁷ On note par ailleurs que les exportations de services connaissent, entre 2002 et 2003 puis entre 2005 et 2006, deux épisodes de baisse déphasés par rapport aux évolutions du commerce mondial de services.

ENCADRÉ

Les enseignements des travaux sur données individuelles

Les travaux récents à partir de données de firmes mettent en évidence un certain nombre de statistiques descriptives et de résultats économétriques d'intérêt.

A. Quelques statistiques descriptives sur les échanges de services

- À l'instar du secteur des biens, le secteur des services est très concentré à l'exportation : 1 % des firmes exportatrices réalisent 72 % des exportations en 2006.
- Le nombre d'exportateurs de services augmente fortement entre 2000 et 2003, contrairement à ce qui est observé sur les échanges extérieurs de biens, puis décline légèrement jusqu'en 2006 ; le nombre d'exportateurs de services est dix fois moins élevé que le nombre d'exportateurs de biens.
- Les firmes indépendantes représentent 60 % du nombre total de firmes exportatrices de services et comptent pour 14,2 % des exportations de services en 2006, contre 23,5 % en 2000.
- 24 % des exportations de services sont réalisées par des entreprises classées dans l'industrie (de même, 20 % des exportations de biens sont réalisées par des entreprises de services).
- En 2006, moins de 30 % des firmes exportatrices de services servaient deux marchés ou plus. Ces dernières sont, dans l'ensemble, moins diversifiées géographiquement que les firmes exportatrices de biens. Par ailleurs, entre 2000 et 2006, on a observé une réduction du nombre de destinations servies par entreprise exportatrice.
- Les entreprises qui échangent des services sont plus grandes, plus productives et rémunèrent mieux leurs salariés que les entreprises ne pratiquant pas l'échange à l'international ou n'exportant que des biens.
- Les primo-exportateurs de services ont davantage de difficultés que les primo-exportateurs de biens à maintenir leur activité dans la durée : seuls 31 % en moyenne passent le cap de la première année, et 10 % restent présents après trois années.
- Les primo-exportateurs de 2001 exportaient trois ans plus tard environ 60 % de plus comparé à leur niveau d'exportation initial¹, quand les entrants de 2003 ont enregistré sur trois ans une chute de 60 % de leur activité. Ce phénomène est très marqué pour les exportations à l'intra-Union européenne (et Suisse). Il reflète vraisemblablement le fait que les échanges de services sont plus épisodiques que les échanges de biens, ce qui se traduit par une grande variabilité des données individuelles de services. Par ailleurs, une enquête réalisée par Eurostat en 2005 sur les motivations des entreprises à l'exportation (Eurostat -Statistiques en bref- 74/2007) fait ressortir que plus de la moitié des entreprises exportatrices de services n'ont pas de relations commerciales permanentes.

B. Analyses économétriques de la probabilité d'exporter et du niveau d'exportation

- Les firmes du secteur des services comprenant de 4 à 25 salariés ont une probabilité d'exporter des services inférieure de 70 % par rapport aux entreprises de plus de 1 000 personnes ; l'impact de la taille sur la probabilité d'exporter est toutefois deux fois plus fort s'agissant des firmes industrielles exportant des biens.
- Par rapport aux sociétés « tête de groupe », les firmes indépendantes connaissent une probabilité d'exporter des services diminuée de 50 % et les sociétés filiales de groupe voient leur probabilité d'exporter diminuer de 25 %. Les entreprises de services contrôlées par une entreprise étrangère ont une probabilité d'exporter multipliée par 1,6 par rapport aux entreprises « domestiques » et leur chiffre d'affaires peut être jusqu'à 35 % supérieur. Ces résultats sont communs aux entreprises de services échangeant des biens et/ou des services et aux entreprises de biens échangeant des biens et des services. En revanche, une firme industrielle n'échangeant que des biens, si elle est contrôlée par un groupe étranger, peut connaître un accroissement de son chiffre d'affaires compris entre 55 % et 92 %.
- Toutes choses étant égales par ailleurs, la probabilité d'exporter des services augmente avec le niveau de productivité de la firme (ratio valeur ajoutée sur emploi).
- Toutes choses étant égales par ailleurs, le statut d'importateur de services accroît très fortement la probabilité d'exporter des services.
- Il semble qu'il y ait de fortes complémentarités entre l'exportation de biens et l'exportation de services : ainsi les firmes qui exportent des biens ont une probabilité d'exporter des services quatre fois supérieure à celles qui n'en exportent pas, toutes choses étant égales par ailleurs.
- Le niveau d'exportation est plus élevé pour les joint-ventures comparées aux entreprises « têtes de groupe », et plus élevé pour les filiales de groupes étrangers comparées aux entreprises domestiques.

Références :

- Fontagné L., Gaulier G., « Performances à l'exportation de la France et de l'Allemagne », Rapport pour le Conseil d'analyse économique n°81, Paris, La documentation française, 2008
 - Gaulier G., Millet E. et Mirza D., « Les firmes françaises dans le commerce de services : une comparaison systématique avec le commerce de biens », Mimeo Banque de France, 2009
- ¹ Au fil du temps, certaines entreprises appartenant à une cohorte donnée disparaissent. Ainsi, le niveau d'exportation des exportateurs survivants en 2004 est comparé au niveau d'exportation total de la cohorte l'année initiale, c'est-à-dire disparus inclus.

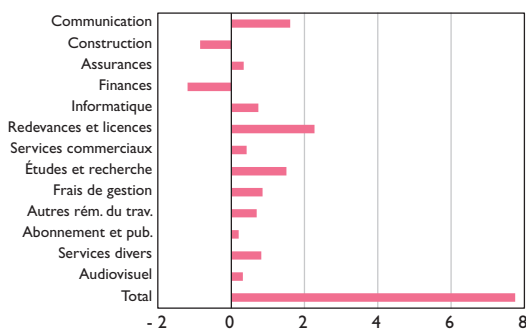
3| La croissance des exportations est assurée par un nombre de plus en plus réduit de catégories de services

Nous regardons les contributions moyennes des principales catégories de services à la croissance des exportations totales sur trois sous-périodes, 2000-2002,

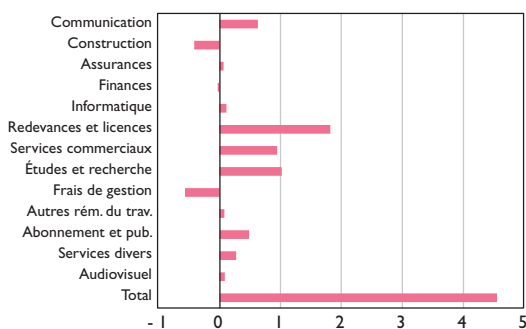
Graphiques 5 Contributions moyennes sectorielles à la croissance des exportations totales de services et croissance totale

(contributions moyennes en points ; croissance totale en %)

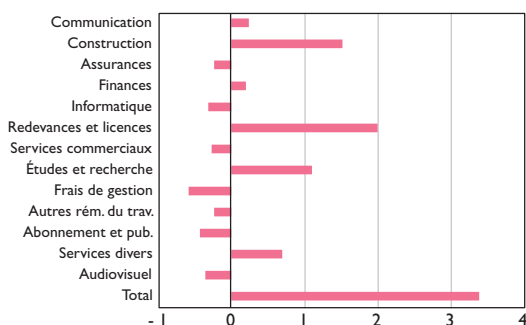
A – 2000-2002



B – 2003-2005



C – 2006-2008



Sources : Banque de France, calculs des auteurs

2003-2005 et 2006-2008 (cf. graphiques 5A/B/C). Un premier enseignement est que quasiment tous les secteurs voient leur contribution à la croissance se réduire de la première à la deuxième sous-période. Au cours de la troisième, les contributions des services de construction (grands travaux notamment), des services financiers, des redevances et licences (une des formes de revenu de l'innovation), des services d'études et de recherche et des autres services aux entreprises connaissent un rebond. Le fait majeur est qu'au fil des sous-périodes, on compte de moins en moins de contributeurs positifs. La croissance, en d'autres termes, est assurée par un nombre de plus en plus restreint de secteurs, mais ces derniers produisent cependant, pour l'essentiel, des services relativement plus sophistiqués. Ainsi, l'ensemble formé par les services de communication, d'assurances, les services financiers et informatiques, les redevances et licences et les services d'études et de recherche représente 70 % de la croissance des exportations totales entre 2000 et 2002, 80 % entre 2003 et 2005 et 90 % entre 2006 et 2008⁸. Au sein de ces secteurs, les contributions les plus fortes proviennent des services de communication, des redevances et droits de licences et des services d'études, de recherche et d'assistance technique⁹.

4| La contribution des principaux partenaires européens de la France à la croissance de ses exportations s'est effondrée

Nous regardons maintenant les contributions moyennes par zones géographiques à la croissance des exportations totales de services, sur les mêmes sous-périodes que précédemment (cf. graphiques 6A/B/C).

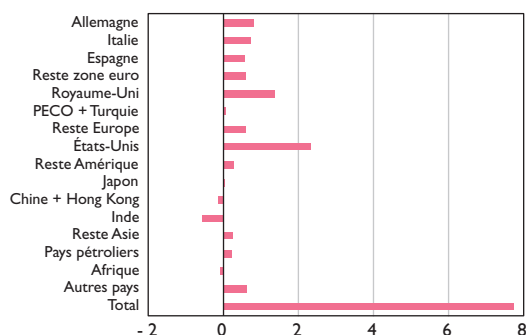
⁸ Notons que cela est compatible avec des pertes de parts de marché pour ces services éventuellement plus fortes que pour d'autres qui contribuent négativement à la croissance. Par ailleurs, une forte concentration des contributions sectorielles à la croissance n'est pas synonyme de mauvaise performance à l'exportation. La croissance des exportations de services du Royaume-Uni est très dépendante des services financiers, celle de l'Allemagne des services divers aux entreprises (études, recherche et assistance technique pour l'essentiel) et ces deux pays ont gagné des parts de marché mondial depuis la fin des années quatre-vingt-dix. Ce qui est problématique dans le cas de la France c'est la réduction progressive du nombre de secteurs contribuant positivement à la croissance des exportations de services dans un contexte de ralentissement de la croissance des exportations totales et de pertes de parts de marché mondial.

⁹ Voir aussi en annexe les tableaux qui produisent l'évolution des poids des différentes catégories de services dans les exportations et les importations totales et l'évolution de leur taux de couverture (ratio exportations sur importations).

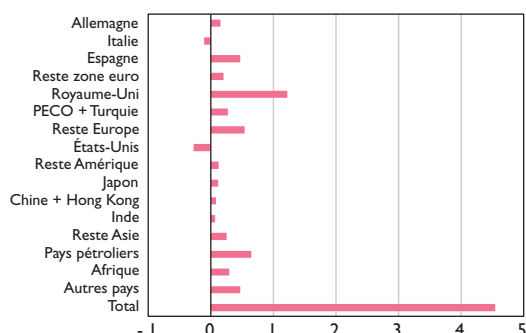
Graphiques 6 Contributions moyennes géographiques à la croissance des exportations totales de services et croissance totale

(contributions moyennes en points ; croissance totale en %)

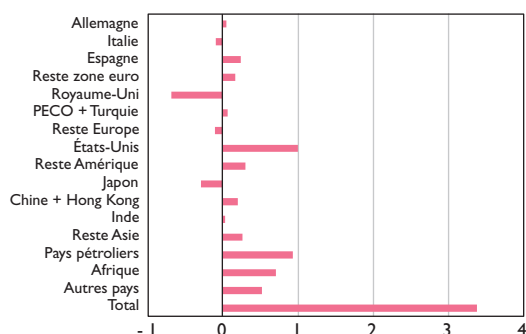
A – 2000-2002



B – 2003-2005



C – 2006-2008



Note : L'agrégat « autres pays » comprend, notamment, l'Afghanistan, le Belarus, la Géorgie, le Kirghizstan, le Turkménistan, l'Ouzbékistan, l'Ukraine, le Yémen, Brunei, le Liban, Israël, la Syrie, la Jordanie, le Népal, Cuba.

Sources : Banque de France, calculs des auteurs

L'ensemble zone euro et Royaume-Uni (plus de 40 % de nos exportations en 2008, voir tableau A2 en annexe) voit sa contribution baisser de période en période : elle passe de 3,3 points entre 2000 et 2002, à 1,8 point entre 2003 et 2005, et devient négative entre 2004 et 2008 à - 0,3 point (avec une contribution du Royaume-Uni de - 0,7 point). La contribution des pays de la zone euro hors Allemagne, Italie et Espagne est cependant relativement stable dans le temps. Par ailleurs, l'épisode 2003-2006 mis à part, les États-Unis (18 % de nos exportations en 2008) demeurent un contributeur important. Enfin, la progression des contributions des pays pétroliers¹⁰ et de l'Afrique (hors pays africains exportateurs d'hydrocarbures) est particulièrement marquante. Ces deux ensembles de pays contribuent ainsi à plus de 50 % de la croissance des exportations de services de la France sur la période 2006-2008. Ceci est à mettre en lien avec la forte contribution des services de construction sur cette même période (voir plus haut). En 2008, les pays pétroliers et l'Afrique ont ainsi absorbé plus de 60 % des ventes de services de construction de la France (voir tableau A3 en annexe). Cela peut être interprété comme une bonne capacité (du secteur du BTP) à tirer parti du recyclage des revenus des matières premières mais révèle surtout une forte dépendance de la performance à l'exportation vis-à-vis de l'évolution des cours de ce type de produits.

L'analyse de l'évolution des échanges extérieurs de services de la France depuis 1999 révèle une très nette tendance à la réduction du solde consécutive à une diminution progressive du rythme de croissance des exportations. Ce phénomène est imputable à un spectre assez large de secteurs. Un nombre de plus en plus réduit de catégories de services assure la croissance des exportations totales, ces catégories étant cependant les plus sophistiquées. Sur le plan géographique, il est frappant de constater que la contribution de nos principaux partenaires commerciaux — la zone euro et le Royaume-Uni — à la croissance des exportations de services, ne cesse de diminuer depuis 1999.

¹⁰ Nous appelons pays pétroliers l'ensemble formé par les principaux pays exportateurs d'hydrocarbures, précisément : l'Arabie Saoudite, l'Iran, l'Iraq, le Koweït, les Émirats Arabes Unis, Oman, le Qatar, la Russie, l'Azerbaïdjan, le Kazakhstan, la Lybie, l'Algérie, le Nigeria, le Gabon, l'Équateur, le Venezuela et la Norvège.

Annexe

Tableau A1 Structure sectorielle des échanges extérieurs français de services

(en %)

	2000			2004			2008		
	Poids dans les exportations	Poids dans les importations	Taux de couverture	Poids dans les exportations	Poids dans les importations	Taux de couverture	Poids dans les exportations	Poids dans les importations	Taux de couverture
Services de communication	5,5	5,2	115,9	8,0	5,1	158,8	8,3	5,4	149,3
Services de construction	11,8	7,0	185,8	8,4	4,6	183,8	12,1	4,5	263,0
Services d'assurances	1,7	0,9	204,4	2,3	1,3	178,8	1,3	1,1	110,2
Services financiers	5,2	6,6	86,3	3,8	6,6	58,1	3,7	4,2	85,2
Services informatiques	3,3	3,4	108,3	3,9	3,8	102,7	2,8	3,8	72,0
Redevances et droits de licences	9,0	8,7	114,1	13,4	8,1	168,3	19,1	8,9	210,6
Services commerciaux (hors négoce) et locations	5,7	13,0	48,5	7,1	16,3	44,0	5,8	14,7	38,2
Études, recherches et assistance technique	22,2	21,1	115,4	22,8	22,1	104,9	23,2	23,9	95,1
Frais de gestion	14,6	9,2	174,9	10,0	7,5	135,1	7,1	6,3	109,4
Autres rémunérations du travail	3,7	4,1	98,1	4,1	3,5	120,0	2,7	3,7	72,3
Abonnements, publicité	3,0	4,3	75,2	3,4	5,2	66,1	2,1	5,0	41,4
Services divers	9,7	9,5	111,7	8,5	10,9	79,8	9,7	14,6	65,1
Services audiovisuels	4,6	7,0	72,3	4,3	4,8	90,2	2,1	3,7	56,0

Source : Banque de France, calculs des auteurs

Tableau A2 Structure géographique des échanges extérieurs français de services

(en %)

	2000			2004			2008		
	Poids dans les exportations	Poids dans les importations	Taux de couverture	Poids dans les exportations	Poids dans les importations	Taux de couverture	Poids dans les exportations	Poids dans les importations	Taux de couverture
Zone euro	33,4	30,4	121,0	34,5	41,7	84,2	29,4	36,4	79,1
dont Allemagne	8,7	7,7	123,9	8,0	13,6	59,6	7,3	12,2	58,7
Italie	4,0	4,0	110,9	4,8	6,4	76,1	3,3	4,5	73,5
Espagne	3,5	2,3	163,7	4,6	3,2	147,5	4,7	3,1	149,4
Royaume-Uni	13,6	17,5	85,5	14,3	15,5	93,9	12,1	13,8	85,8
PECO + Turquie	1,7	1,5	122,2	1,7	1,5	119,7	2,0	2,2	86,7
Reste Europe	6,3	8,9	77,8	6,6	8,9	76,0	6,2	8,9	67,9
Amérique	24,3	25,3	105,4	19,8	17,7	114,0	21,4	16,8	124,7
dont États-Unis	21,7	22,9	103,9	17,8	15,6	116,2	18,3	13,7	130,4
Asie	5,5	5,5	110,6	6,3	6,1	104,3	6,7	6,0	109,5
dont Japon	2,2	1,3	178,0	1,9	1,2	166,2	1,2	1,1	109,4
Chine + Hong Kong	0,9	1,4	70,7	1,4	2,5	55,8	1,7	2,2	73,6
Inde	0,5	0,3	194,9	0,3	0,2	138,8	0,5	0,5	91,4
Pays pétroliers	5,6	3,4	178,4	5,9	2,3	258,3	8,6	3,1	276,8
Afrique	4,7	1,6	325,3	4,5	1,9	237,2	6,2	2,6	230,2
Autres pays	4,8	5,9	89,4	6,3	4,5	142,7	7,4	10,1	71,8

Source : Banque de France, calculs des auteurs

Tableau A3 Exportations de services : structure croisée pour 2008

(en % du total)

	All.	Ita.	Esp.	Reste ZE	RU	PECO + Tur.	Reste Europe	EU	Reste Amé.	Jap.	Chine + HK	Inde	Reste Asie	Pays pétroliers	Afrique	Autres pays	Total
Services de communication	7,6	10,2	4,1	14,2	22,6	5,8	6,8	7,0	1,4	0,5	0,8	0,4	1,7	6,2	7,3	3,5	100
Services de construction	1,7	1,6	1,6	8,9	2,1	1,0	2,1	1,7	7,0	0,4	1,0	1,8	2,1	35,1	26,8	5,4	100
Services d'assurances	10,0	4,7	4,1	21,3	25,1	1,5	6,2	10,0	1,9	0,4	0,8	0,1	2,0	3,0	2,2	6,7	100
Services financiers	3,0	3,4	0,7	20,3	15,1	0,8	4,0	10,4	1,7	0,9	1,3	0,3	1,1	3,6	2,0	31,3	100
Services informatiques	6,6	2,4	8,5	15,0	21,2	2,3	3,7	14,4	3,7	0,7	1,2	0,5	3,2	1,5	2,2	12,8	100
Redevances et droits de licences	4,0	1,4	2,4	3,3	15,7	1,5	2,4	52,1	2,6	3,0	0,8	0,5	5,6	0,9	0,8	2,9	100
Services commerciaux (hors négoce) et locations	9,0	2,9	4,2	28,2	10,7	0,4	20,0	11,1	1,1	0,9	1,2	0,2	1,3	2,1	4,3	2,4	100
Études, recherches et assistance technique	10,2	3,4	9,2	15,8	6,5	1,7	4,2	14,1	2,7	0,9	3,7	0,3	4,3	9,9	3,8	9,4	100
Frais de gestion	11,4	2,1	5,5	16,2	16,2	0,9	6,3	10,8	1,0	1,8	0,7	0,1	3,5	3,1	4,8	15,7	100
Autres rémunérations du travail	8,0	4,4	3,8	19,4	20,3	1,2	10,4	17,2	2,3	1,4	1,7	0,2	1,0	3,2	3,2	2,5	100
Abonnements, publicité	10,3	8,3	3,8	30,2	15,0	2,2	13,6	8,1	0,8	0,5	0,8	0,1	0,9	1,2	3,1	1,0	100
Services divers	11,1	3,3	3,9	14,1	10,7	2,5	13,0	11,2	5,8	0,6	1,9	0,3	3,1	6,3	3,6	8,5	100
Services audiovisuels	5,7	3,6	3,0	33,7	16,3	8,0	9,2	10,5	0,8	0,7	0,5	0,1	0,6	5,0	1,4	0,9	100

Note : ZE : zone euro ; PECO : pays d'Europe centrale et orientale ; EU : États-Unis ; HK : Hong Kong

Source : Banque de France, calculs des auteurs

Tableau A4 Importations de services : structure croisée pour 2008

(en % du total)

	All.	Ita.	Esp.	Reste ZE	RU	PECO + Tur.	Reste Europe	EU	Reste Amé.	Jap.	Chine + HK	Inde	Reste Asie	Pays pétroliers	Afrique	Autres pays	Total
Services de communication	8,1	6,7	3,8	15,7	26,3	2,6	6,5	6,9	1,9	0,3	0,8	0,3	4,5	3,2	10,1	2,3	100
Services de construction	14,5	12,5	3,5	16,2	6,1	3,6	3,9	5,3	1,1	0,4	8,8	0,3	3,2	10,4	4,8	5,6	100
Services d'assurances	7,5	1,4	1,3	38,7	28,8	0,4	6,4	4,9	1,0	1,2	0,4	0,1	0,6	2,0	1,1	4,2	100
Services financiers	4,7	7,9	2,1	15,2	28,1	0,8	6,4	11,9	4,1	2,4	5,5	0,1	3,4	4,3	0,8	2,4	100
Services informatiques	15,8	0,5	2,1	22,3	20,7	1,1	5,0	22,1	2,0	0,1	0,4	1,0	2,2	0,2	0,6	3,8	100
Redevances et droits de licences	5,3	1,0	0,8	11,7	8,4	0,4	34,6	30,6	2,4	1,9	0,4	0,0	0,2	0,3	0,4	1,7	100
Services commerciaux (hors négoce) et locations	8,2	2,8	1,7	18,1	5,1	0,7	4,1	11,2	0,6	1,0	0,9	0,3	1,4	1,4	1,2	41,4	100
Études, recherches et assistance technique	23,3	4,1	4,0	11,1	13,6	2,1	3,0	15,1	4,2	1,0	1,4	0,8	2,5	2,9	1,1	9,8	100
Frais de gestion	9,0	5,6	6,9	21,3	19,5	2,2	12,4	5,7	3,2	2,2	0,7	0,7	0,9	2,5	3,6	3,7	100
Autres rémunérations du travail	5,6	5,6	1,7	11,2	12,6	1,4	10,8	18,3	5,2	0,8	15,0	0,3	2,4	3,1	3,5	2,6	100
Abonnements, publicité	8,2	2,9	2,0	26,2	13,1	10,2	4,8	6,9	2,3	1,3	0,9	0,1	2,1	12,3	2,9	3,7	100
Services divers	11,2	6,1	3,9	19,1	14,2	3,0	10,5	10,6	3,7	0,9	2,3	1,1	2,8	2,7	5,5	2,4	100
Services audiovisuels	4,8	1,8	2,1	24,2	17,2	2,1	14,6	21,8	7,3	0,4	1,4	0,2	0,7	0,3	0,7	0,4	100

Note : ZE : zone euro ; PECO : pays d'Europe centrale et orientale ; EU : États-Unis ; HK : Hong Kong

Source : Banque de France, calculs des auteurs